



**CTL DU 14/01/2015**  
**DECLARATION DE**  
**BOYCOTT**



Monsieur le Directeur,

Nous nous présentons aujourd'hui devant vous car nous n'en pouvons plus de vos décisions.

Encore une fois, votre logique comptable s'affirme par ces 15 nouvelles suppressions de postes pour la rentrée 2015 dans l'Aisne.

A cela s'ajoutent vos projets de démantèlement du réseau que vous n'avez pas le courage de dévoiler aux représentants du personnel.

Depuis votre arrivée dans l'Aisne, vous avez toujours tenu un double langage.

Vous vous présentez comme un homme de dialogue, y compris dans le cadre du dialogue social. Mais dans les faits, que constatent les agents lors de vos très nombreuses visites de services ? Que constatons-nous, en tant que représentants du personnel ?

Vous n'apportez jamais aucune réponse claire sur aucune des questions qui constituent les préoccupations majeures des agents. Vous opposez de plus des refus de principe, sans aucune motivation, aux demandes légitimes formulées par les Organisations Syndicales. Pourtant, il ne tient qu'à vous d'utiliser vos marges de manœuvres pour améliorer le quotidien des agents et le service public.

Les derniers exemples en date portent sur la réduction des horaires d'ouverture au public, la mise en place de la structure EDR, les conditions de tenue des CAP locales d'affectation au 1er mars 2015 ... etc.

Et on passera sur vos traits d'humour douteux lorsque vous proposez aux agents de la Trésorerie de SAINT QUENTIN Hôpital de repeindre eux-mêmes leurs bureaux, ou lorsque vous indiquez aux agents du SPF de la même résidence que vous ne vous sentiez pas concerné par la réforme susceptible de les impacter dans la mesure où vous seriez parti en retraite à ce moment-là.

Depuis votre arrivée, nous n'avons eu de cesse de vous demander d'adopter un comportement plus franc envers les agents et envers leurs représentants et élus, sans obtenir la moindre amélioration.

La CGT et FO-DGFIP vous l'affirment une fois de plus : nous attendons un changement radical dans votre manière d'agir, faute de quoi vous porterez l'entière responsabilité de la rupture du dialogue social.

Au cas particulier, et sur le sujet du jour, nous vous rappelons que derrière chaque emploi supprimé, il y a des humains, des agents qui chaque jour essaient de maintenir la qualité reconnue de notre service public.

Quoi qu'en pense votre « bras droit », les suppressions d'emplois que vous vous apprêtez à acter impactent directement et nominativement les agents touchés et plus largement tous les agents des services concernés. Nous vous invitons à relire (ou à lire ?) l'instruction sur les mutations.

Mais il est vrai que vous nous avez déclaré qu'à votre sens « *les conditions de travail des agents du département ne sont pas si mauvaises que ça* », cela est révélateur d'une méconnaissance totale des réalités de terrain.

Vous vous apprêtez à dégrader encore davantage les conditions de travail des agents et l'exercice des missions de service public par 15 nouvelles suppressions de postes.

Désormais, plus aucune justification n'est admise par les agents à une quelconque suppression d'emploi. Les représentants du personnel et les agents le savent : c'est la Direction Générale des Finances Publiques que l'on veut tuer !

Nous constatons paradoxalement que ce sont les mêmes qui s'émeuvent des plans sociaux dans le privé – en affichant la lutte contre le chômage comme une priorité – qui suppriment allègrement des milliers d'emplois de fonctionnaires chaque année depuis plus de 10 ans. Ces pertes cumulées sont énormes, injustifiées et douloureuses.

Vous appliquez une logique du pire qui n'en finit pas de démotiver les agents des Finances Publiques.

Cette démotivation est amplifiée par l'industrialisation de nos tâches, car vos agents ne sont pas des robots mais des êtres humains consciencieux, curieux, volontaires et intelligents. Les cantonner à effectuer des missions répétitives, sans trop réfléchir, voilà l'idée coupable de Bercy pour tenter de compenser les emplois supprimés dogmatiquement alors que les charges de travail et les exigences augmentent.

Vous préparez à n'en pas douter une administration de dépressifs à laquelle ORANGE n'aura plus rien à envier ... et les très récents événements survenus au SIE de L'HAY LES ROSES ou dans notre département devraient à minima vous alarmer !

La CGT et FO-DGFiP rappellent leurs exigences : arrêt immédiat des suppressions d'emplois, comblement de tous les postes vacants, recrutement à hauteur des besoins des services pour le plein accomplissement des missions.

Nous vous laissons donc seul face à vos responsabilités et quittons la séance avant son ouverture.

LAON, le 14 janvier 2015.